

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 21 février au 7 mars 2025

Uruguay – Investiture du nouveau président Yamandú Orsi

Trois mois après son élection, le candidat de gauche (Frente Amplio) Yamandu Orsi a pris ses fonctions en tant que président de la République de l'Uruguay le 1^{er} mars lors d'une cérémonie de prestation de serment devant le Parlement. Le 24 novembre 2024, M. Orsi s'était imposé par 49,8 % des voix, contre 45,9 % pour son adversaire de centre droit Álvaro Delgado, issu du même parti que le président sortant Luis Lacalle Pou. La veille de la cérémonie, M. Orsi a tenu un dîner avec ses partenaires affinitaires régionaux, dont le président brésilien Lula, le Colombien G. Petro et le Chilien G. Boric.

LE CHIFFRE A
RETENIR
2,4 Mds USD
Flux d'IDE entrants
en Argentine au T3
2024

Dans son discours d'investiture, Y. Orsi a insisté sur la promotion d'une croissance économique durable, la lutte contre le changement climatique, et le renforcement de la sécurité. Le nouveau président a exprimé sa volonté d'impulser une trajectoire de croissance économique qui générera plus d'emplois de qualité, des salaires minimums dignes et une meilleure répartition des revenus, sans toutefois détailler les moyens mis en œuvre à cet effet. Yamandú Orsi a fait référence au changement climatique et à la nécessité de mieux préparer le pays face aux événements climatiques extrêmes, en renforçant les infrastructures et en priorisant les politiques d'adaptation, notamment à travers l'adoption d'un plan national de gestion de l'eau. Autre idée clé du discours du nouveau président élu, le renforcement de la sécurité, à travers la lutte contre le crime organisé, le narcotrafic et le blanchiment d'actifs. Yamandú Orsi a enfin insisté sur la lutte contre la pauvreté infantile, dans un pays où 20 % des enfants de moins de 6 ans sont pauvres.

En matière de politique étrangère, Yamandú Orsi souhaite approfondir l'intégration régionale et devra composer avec la menace du président argentin J. Milei de sortir du Mercosur. L'absence du président argentin à la cérémonie d'investiture a été particulièrement remarquée alors que ce dernier multiplie les déclarations hostiles vis-à-vis du bloc régional, qui, selon lui, l'empêche de développer son autonomie commerciale et de signer un accord de libre-échange avec les États-Unis. Yamandú Orsi manifeste également son souhait de développer les actions et accords du Mercosur, de renforcer la Communauté des États Latino-américains et Caraïbes (CELAC) et de participer activement à l'organisation des États américains (OEA). Au lendemain de l'investiture, le président uruguayen s'est entretenu avec le président paraguayen Santiago Pena qui avait fait le voyage à Montevideo pour évoquer des sujets tels que l'accès à la mer, la navigabilité et la logistique portuaire en Uruguay et au Paraguay. Y. Orsi s'est enfin entretenu avec le ministre de l'Agriculture chinois pour discuter de l'agenda bilatéral et des relations entre la Chine, l'Amérique latine et les Caraïbes.

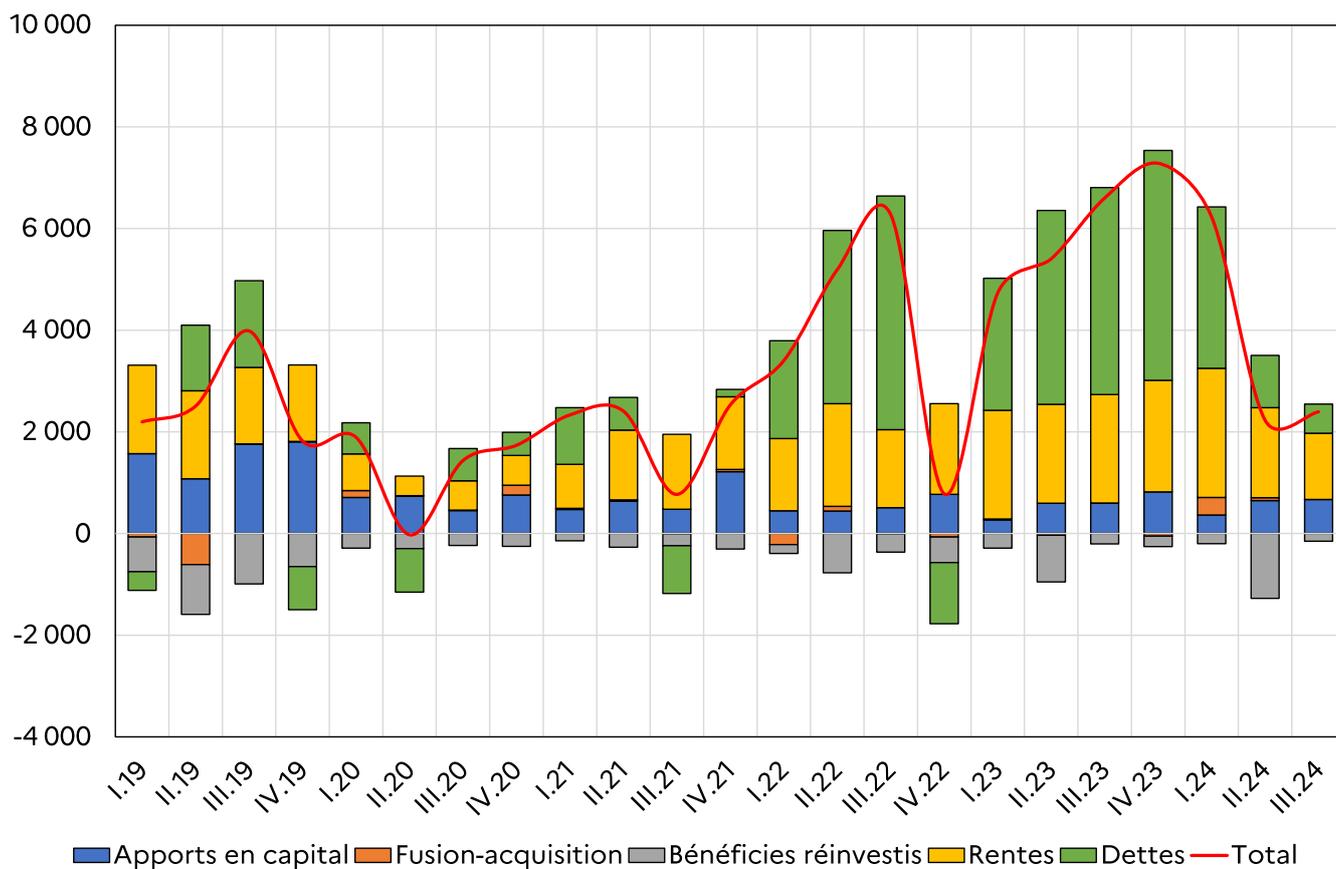
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2023	-1,6%	0,2%	4,7%	0,4%
Inflation (fin de période)	2024	117,8%	4,5%	3,8%	5,5%
Solde budgétaire (% du PIB)	2023	-4,3%	-2,5%	-4,5%	-3,1%
Dette publique (% du PIB)	2023	154,4%	39,4%	40,3%	60,3%
Solde courant (% du PIB)	2023	-3,5%	-3,6%	0,2%	-3,9%
Dette extérieure (% du PIB)	2023	113,7%	73,1%	32,6%	67,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2025	25,9%	3,8%	3,7%	5,8%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	-3,6%	2,6%	3,8%	3,2%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-2,6%	2,3%	4,0%	3,2%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	5,0%	2,4%	3,8%	3,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	4,5%	2,1%	3,8%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2023	655	335	43,8	77,2
Population (millions)	2023	46,7	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphiques de la semaine

Evolution et structure des Flux d'IDE trimestriels en Argentine (en MUSD)



Sources : Douanes françaises, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

Devant le Parlement, Javier Milei a dressé le bilan de sa première année et fixé ses objectifs pour 2025

Le Président est intervenu devant le Congrès le 1er mars, à l'ouverture de la session législative.

Il s'est d'abord félicité du succès de l'ajustement budgétaire, qui a permis de passer d'un déficit structurel en excédent pour la première fois en 2024. Cette rigueur budgétaire a également conduit à la fin du financement monétaire, un facteur clé de l'inflation dans le pays. **Le président a aussi relevé la forte baisse de l'inflation** (de 211 % en g.a en 2023 à 118 % en 2024), qui a directement contribué à la **réduction du taux de pauvreté**, passant de 56 % au premier semestre 2024 à 33 % à la fin de l'année.

Le Président a annoncé ses priorités pour la suite de son mandat, montrant une ambition réformiste intacte: (i) négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, (ii) poursuite des privatisations des entreprises publiques et (iii) à partir de 2026, d'entamer des réformes majeures dans les domaines du travail, des retraites et du système fiscal, avec pour objectif de réduire de 90 % le nombre d'impôts nationaux.

Il a enfin précisé qu'un nouvel accord avec le FMI serait bientôt soumis au Congrès, impliquant des fonds supplémentaires dans les caisses de la BCRA.

Baisse de 64 % en g.a des flux d'IDE au troisième trimestre de 2024

Les flux d'IDE entrants en Argentine se sont contractés de 64 % en g.a au T3 2024, atteignant 2,4 Mds USD, selon la Banque centrale (BCRA). La ventilation des flux révèle que les IDE sont portés par les bénéfices réinvestis (1,2 Md USD), les apports en capital (669 MUSD), les entrées nettes pour les transactions de dette (572 MUSD) et dans une moindre mesure, par les opérations de fusion-acquisition (4 MUSD). Du côté des apports en capital, 88 % ont été destinés aux secteurs de l'industrie manufacturière et des mines. Concernant la rente de capital et les dividendes réinvestis, ils ont concerné majoritairement (66 %

des flux) les banques (hors BCRA) impulsés par le régime de régularisation des actifs *blanqueo*.

En termes de stock, les IDE en Argentine atteignent 171,8 Mds USD au T3 2024, majoritairement constitués des participations en capital (115,5 Mds USD) et d'instruments de dette (56,2 Mds USD). Au niveau sectoriel, les IDE bénéficient à l'industrie manufacturière (37,4 %), à l'exploitation minière (24,5 %) et au commerce (10,2 %). Plus en détail, dans l'industrie, les IDE sont concentrés dans les sous-secteurs de la fabrication de véhicules, remorques et semi-remorques, dans l'élaboration de produits alimentaires et dans la fabrication de substances et produits chimiques; dans l'exploitation minière, c'est l'extraction de pétrole et de gaz naturel qui absorbent plus de la majorité du stock d'IDE; et enfin, dans le commerce, les IDE sont concentrés dans le commerce de gros (70 %).

Les flux d'IDE demeurent dominés par trois principaux investisseurs: l'Espagne suivi par le Brésil (50 %) et par les États-Unis. La France occupe la 7^{ème} position derrière également la Chine, le Chili et le Mexique, et est le deuxième investisseur européen derrière l'Espagne. En termes de stock, les États-Unis détiennent 17 % des IDE en Argentine (1^{ère} position), suivi par l'Espagne (15 %) et les Pays-Bas (12 %). La France se place en 8^{ème} position, avec 6,6 Mds USD d'IDE, soit 3,8 % du stock total d'IDE.

Alors que le gouvernement argentin a mis en place un Régime d'incitation aux grands investissements (RIGI) pour stimuler l'entrée de capitaux, ses effets ne se sont pas encore sentis à ce stade. Approuvé par le Congrès en juin 2024 et offrant des incitations fiscales aux entreprises désirant investir dans certains secteurs clés de l'économie, le RIGI a fait l'objet de 10 demandes pour des projets d'investissements dans les secteurs de l'énergie et des mines.

Le groupe espagnol Telefónica vend sa filiale à une holding argentine.

Le 24 février 2025, la holding Telecom a annoncé le rachat de la filiale Argentine du groupe Telefónica pour 1,25 Md USD qui permettrait de réaliser les investissements nécessaires pour l'amélioration du réseau et le développement de la 5G. Telefónica, opérant en Argentine sous le nom

commercial « Movistar », pourrait vendre ses infrastructures et ses activités dans le pays, où elle occupe une position importante sur les marchés de la téléphonie fixe, mobile et de la téléphonie fixe à large bande. De son côté, Telecom Group, une société holding principalement contrôlée par le groupe Clarín, détient déjà une part significative du marché des télécommunications en Argentine, notamment dans les domaines de la téléphonie fixe, mobile, de l'internet et de la télévision payante. Cette cession s'inscrit dans le cadre de la gestion du portefeuille d'activités du groupe Telefónica et de sa stratégie visant à réduire progressivement son exposition à l'Amérique Latine. Par ailleurs, le groupe espagnol a déjà procédé à la vente de ses filiales au Guatemala et au Costa Rica et envisage de céder ses filiales au Pérou et au Chili.

Le rachat de Telefónica par la holding Telecom a suscité une réaction des autorités, de l'Agence nationale des communications (ENACOM) et la Commission nationale de défense de la concurrence (CNDC), qui devront examiner l'impact de cette fusion sur la concurrence. En effet, ce rachat soulève des préoccupations en raison de l'influence du groupe Clarín, actionnaire de Telecom, et alimente les inquiétudes sur la concentration du pouvoir médiatique et économique en Argentine. En ce qui concerne les services fixes, la concentration ne devrait pas nuire aux consommateurs, car les réseaux des deux entreprises ne se chevauchent pas. Toutefois, pour les services mobiles, la fusion entraînerait une concentration significative, donnant à Telecom un contrôle de 61 % du marché. Un problème potentiel est l'accumulation du spectre, qui pourrait entraîner des complications réglementaires, mettant à l'épreuve la capacité des autorités à gérer cette situation sans nuire à la concurrence. Par ailleurs, l'opération de rachat doit être notifiée aux autorités compétentes dans un délai légal, et Enacom devra également approuver toute modification de participation.

CHILI

Le projet de l'entreprise américaine AES dans de l'hydrogène vert se poursuit et menace les activités de l'Observatoire européen austral.

Alors que les cieux du désert d'Atacama, reconnus pour la qualité des observations qu'ils permettent, ont justifié l'installation de l'Observatoire européen austral (ESO), un projet de production et d'exportation d'hydrogène vert mené par une entreprise américaine à proximité de certains sites de l'ESO met en danger l'activité de l'observatoire.

En 2024, AES Andes – filiale du fournisseur d'énergies américain AES Corporation – **a annoncé un projet dédié à la production d'hydrogène vert,** prévoyant le déploiement – sur 3 000 hectares – de 1,7 GW de capacité solaire et 500 MW de capacité éolienne pour produire 200 000 tonnes d'hydrogène vert par an, ainsi qu'une usine de désalinisation, des réseaux de transmission électrique et un port pour un investissement d'environ 10 Mds USD.

Après des discussions informelles menées avec les acteurs locaux et au niveau des ministères chiliens, AES Andes a soumis son projet au système d'évaluation de l'impact environnemental (SEIA) en décembre 2024. Cette procédure – obligatoire pour tout projet industriel au Chili depuis 1997 – permet de recevoir ou non une résolution de qualification environnementale délivrée par le service d'évaluation environnemental (SEA), préalable indispensable pour la poursuite administrative du processus d'autorisation.

Lors de ce processus, une vingtaine d'agences publiques chiliennes ont exprimé leurs doutes sur la faisabilité du projet d'AES en raison de sa proximité avec les sites de l'ESO. Le représentant du ministère de l'Environnement de la région d'Antofagasta a notamment rendu un avis mettant en avant les lacunes dans la prise en compte de la pollution lumineuse et de l'impact sur la faune et la flore locale.

Pour le directeur général de l'ESO, Xavier Barcons, « la proximité du mégaprojet industriel AES Andes à Paranal pose un risque critique pour le ciel nocturne le plus pur de la planète », en raison des

déplacements de poussière, de la perturbation atmosphérique et surtout de la pollution lumineuse liés à la construction du site et à ses opérations. Selon les estimations de l'entreprise AES, l'augmentation de la pollution lumineuse induite par le projet resterait en-deçà des limites imposées par la loi chilienne mais l'ESO rappelle qu'une telle augmentation serait équivalente à une multiplication par 50 de la pollution actuelle, et que seulement 1% d'augmentation mettrait fin à l'avantage comparatif du Very Large Telescope, et de l'Extremely Large Telescope à venir. Au-delà de l'impact direct sur la qualité de l'observation des télescopes et sur l'écosystème local, le projet pourrait porter atteinte de manière décisive à la recherche astronomique mondiale, à la coopération scientifique entre le Chili et les pays européens ainsi qu'à l'attractivité du Chili comme terre d'accueil pour les chercheurs étrangers.

Le gouvernement chilien anticipe l'augmentation des droits de douane américains sur le cuivre

L'administration Trump a confirmé cette semaine que le cuivre serait soumis à une taxe douanière supplémentaire de 25 %, au même titre que l'acier (25 %) et l'aluminium (10 %). Aujourd'hui le cours du cuivre a gagné 5,5 %, passant à 4,807 dollars la livre. Cette décision – qui s'inscrit dans un cadre plus large de mesures protectionnistes annoncées par l'administration Trump – vise notamment la Chine, premier consommateur mondial de cuivre. Cette décision pourrait avoir des conséquences très importantes pour le Chili, dont l'économie dépend en grande partie du cuivre: en 2024, le Chili a produit 5,3 millions de tonnes de cuivre, ce soit près du quart de la production mondiale.

Face à l'annonce de l'ouverture d'une enquête sur l'imposition potentielle de droits de douane, un groupe de travail interministériel chilien s'est déjà réuni à deux reprises pour anticiper les effets d'une telle mesure et d'évaluer ses implications possibles.

Le sujet est prioritaire ; l'économie chilienne étant tributaire des exportations de cuivre (15% du PIB et plus de 50% des exportations totales du pays). Si la Chine est le premier partenaire commercial du Chili, un fort lien de dépendance commerciale réciproque existe avec les États-Unis sur ce métal. En 2024, les États-Unis ont été la deuxième destination des exportations minières chiliennes,

recevant 12,5 % de ces exportations derrière la Chine qui en recevait plus de la moitié (52,4 %). Entre 2020 et 2023, le Chili était le principal fournisseur de cuivre des États-Unis, puisque 65% du cuivre raffiné importé aux États-Unis provenaient du Chili. Cette annonce de Donald Trump sur le cuivre s'inscrit dans un contexte plus large de tensions commerciales, et les impositions à venir de droits de douane de 25 % sur tous les produits en provenance du Mexique et du Canada, ainsi qu'une hausse de 10 % sur les produits chinois.».

Dans ce contexte, le Chili pourrait alors voir ses exportations diminuer, tout comme la compétitivité de ses entreprises avec pour conséquence d'affecter ses recettes fiscales toujours largement dépendantes du cours du cuivre.

Le président Boric s'est exprimé sur le sujet en soutenant le multilatéralisme face à un unilatéralisme qui défendrait « la loi du plus fort ».

Il a affirmé que le Chili « *ne croit pas aux guerres commerciales* », mais se dit prêt à analyser les scénarios et actions possibles pour éviter que les exportations chiliennes ne soient affectées.

Ces inquiétudes justifient la nécessité à long terme d'ouvrir le marché chilien et de diversifier ses partenaires. À cela s'ajoutent les récentes annonces américaines relatives à l'imposition de tarifs sur les importations du secteur agricole qui seront en vigueur à partir du 2 avril, sans encore savoir quels produits/pays seraient concernés, ni s'il y aura des exceptions. Le Chili ne semble pas être dans le viseur du président américain pour le moment. Le ministre de l'agriculture chilien, Esteban Valenzuela, a souligné que les économies des États-Unis et du Chili « *sont complémentaires* » et précisé « *nous espérons qu'il n'y aura pas de nuage dans cette relation fructueuse* ».

PARAGUAY

La dépendance du pays aux exportations de matières premières et la faiblesse de l'industrialisation relevées dans un rapport du CEPAL

Selon un rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) pour l'année 2024, les produits manufacturés ne

constituent que 14,1 % des exportations du Paraguay cette année. Alors que les produits manufacturés ne constituent qu'une part réduite des exportations du Paraguay, 85,9 % des produits exportés sont des matières premières. Tandis que la part d'exportations de produits manufacturés en Argentine et Uruguay a augmenté et représente désormais 19 %, le Paraguay peine à attirer les investissements nécessaires pour faire croître la part de l'industrie manufacturière dans ses exportations. Le rapport de la CEPAL met ainsi en évidence que les recettes liées à l'exportation de produits manufacturés ont augmenté de 1,1 Md USD en 2020 à 1,6 Md USD en 2023 alors que durant la même période les recettes liées à l'exportation de matières premières ont augmenté de 7,5 Mds USD à 10,3 Mds USD

Le faible degré d'industrialisation du Paraguay est illustré par la faible contribution des investissements directs étrangers à son économie, malgré les mesures incitatives mises en place. La faible part des IDE dans l'économie du Paraguay, qui ne représente que 0,6 % du PIB, reflète son niveau d'industrialisation limité par rapport aux autres pays du Mercosur (0,7 % en Uruguay, 3,0 % au Brésil, 3,7 % en Argentine). Bien qu'une hausse à 1,6 % ait été enregistrée en 2022, cette proportion est redescendue à environ 0,6 % ces dernières années. En 2022, la France était le 25^e investisseur dans le pays avec 0,3 % des IDE, soit environ 570 MUSD, loin derrière le Brésil (13,3 %), les États-Unis (12,4 %) et les Pays-Bas (11,8 %). Cependant, le Paraguay cherche à attirer davantage d'investissements en offrant des avantages fiscaux, notamment son système « 10-10-10 » avec des taux d'imposition réduits sur les trois principaux impôts (TVA, impôt sur le revenu des personnes physiques et des entreprises). De plus, l'attribution d'une notation souveraine dans la catégorie « *Investment grade* » par Moody's en 2024 améliore les conditions d'accès aux financements

internationaux. Néanmoins, le Paraguay doit encore faire face à un certain nombre de défis dont les problèmes institutionnels, l'enclavement géographique, le faible dynamisme économique des pays voisins et un manque de ressources naturelles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Ayathassen Bensaid
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr